

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

3 décembre 2013

**RÉVISION DE LA CONSTITUTION**

**Projet de révision de l'article 75  
de la Constitution**

AMENDEMENT

N° 1 DE MME PAS ET CONSORTS

Article unique

**Remplacer l'article 75 proposé par ce qui suit:**

*“Art. 75. Le droit d'initiative appartient au chef de l'État et à la Chambre des représentants.*

*Disposition transitoire*

*Le présent article entre en vigueur le jour du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants. Jusqu'à cette date, les dispositions suivantes restent d'application:*

*Le droit d'initiative appartient à chacune des branches du pouvoir législatif fédéral.*

*Sauf pour les matières visées à l'article 77, les projets de loi soumis aux Chambres à l'initiative du Roi, sont déposés à la Chambre des représentants et transmis ensuite au Sénat.*

Document précédent:

Doc 53 **3178/ (2013/2014):**  
001: Projet transmis par le Sénat.

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 december 2013

**HERZIENING VAN DE GRONDWET**

**Ontwerp van herziening van artikel 75  
van de Grondwet**

AMENDEMENT

Nr. 1 VAN MEVROUW PAS c.s.

Enig artikel

**Het voorgestelde artikel 75 vervangen als volgt:**

*“Art. 75. Het recht van initiatief behoort toe aan het Staatshoofd en de Kamer van volksvertegenwoordigers.*

*Overgangsbepaling*

*Dit artikel treedt in werking op de dag vanaf de eerstkomende volledige vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Tot die datum blijven de volgende bepalingen van toepassing:*

*Het recht van initiatief behoort aan elke tak van de federale wetgevende macht.*

*Behalve voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 77 worden de wetsontwerpen voorgelegd aan de Kamers op initiatief van de Koning, ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers en vervolgens overgezonden aan de Senaat.*

Voorgaand document:

Doc 53 **3178/ (2013/2014):**  
001: Ontwerp overgezonden door de Senaat.

*Les projets de loi portant assentiment aux traités soumis aux Chambres à l'initiative du Roi, sont déposés au Sénat et transmis ensuite à la Chambre des représentants."*

#### JUSTIFICATION

Étant donné la vision globale qu'il a de la suppression du Sénat, l'auteur du présent amendement estime souhaitable de lui supprimer toute compétence. Il convient de souligner que l'auteur choisit aussi de parler du chef de l'État et non du Roi. Il entend ne pas réserver exclusivement le rôle de chef de l'État à un Roi ou à une Reine, mais l'étendre également, et par principe, à un chef d'État démocratiquement élu.

En Flandre, il existe un consensus assez large sur la nécessité de réformer en profondeur les institutions de notre pays. L'une des réformes qui recueille à cet égard une adhésion relativement large concerne la suppression du Sénat, dès lors que celui-ci est considéré comme une institution plutôt superflue.

Pendant longtemps, le Sénat de Belgique a exercé les mêmes compétences que la Chambre des représentants, dans le cadre d'un régime bicaméral à part entière. Pour justifier ce bicaméralisme, ses défenseurs ont argué du fait que le législateur devait, lui aussi, être soumis à un certain contrôle et qu'il convenait dès lors que la seconde chambre puisse, le cas échéant, se prononcer à son tour sur les lois votées par la première chambre. Les opposants au bicaméralisme invoquent quant à eux son coût élevé, les retards sur le plan législatif et le fait qu'il n'a pas été démontré qu'un régime bicaméral fonctionne mieux qu'un régime monocaméral.

La réforme de l'État et la révision de la Constitution de 1993 ont limité le rôle constitutionnel du Sénat à celui d'une chambre de seconde zone, subordonnée en grande partie à la Chambre des représentants. Les débats importants ont lieu à la Chambre des représentants. De plus, le Sénat ne peut pas provoquer la chute du gouvernement, ce que ce dernier ne manque d'ailleurs pas de montrer très clairement par l'attitude qu'il adopte vis-à-vis de cette assemblée. Pour répondre aux demandes d'explications, les gouvernements Leterme ont systématiquement dépêché, comme le faisaient déjà les deux gouvernements Verhofstadt, un secrétaire d'État chargé de lire la réponse en lieu et place du ministre compétent. De surcroît, le Sénat n'est plus compétent en matière de budget, ce qui représente une autre moins-value importante pour l'assemblée parlementaire.

En outre, les articles 77 et 78 de la Constitution, qui prévoient qu'en cas de différence entre l'issue d'un débat à la Chambre et au Sénat, c'est la Chambre des représentants qui a le dernier mot, montrent très clairement la prédominance de la Chambre des représentants.

Néanmoins, pour que le Sénat conserve encore un certain sens, on lui a entre autres assigné un rôle de pacification

*De wetsontwerpen houdende instemming met verdragen voorgelegd aan de Kamers op initiatief van de Koning, worden ingediend in de Senaat en vervolgens overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers."*

#### VERANTWOORDING

Gelet op onze algehele visie om de Senaat af te schaffen, lijkt het de indieners van dit amendement wenselijk om elke bevoegdheid van de Senaat te schrappen. Er dient op gewezen dat wij ook wensen te spreken over het Staatshoofd en niet over de Koning. De indieners willen de rol van Staatshoofd niet exclusief voorbehouden voor een koning of een koningin, maar dit bij uitbreiding en principieel ook mogelijk maken voor een democratisch verkozen staatshoofd.

Er bestaat in Vlaanderen een vrij brede consensus over de noodzaak tot een grondige hervorming van de instellingen van dit land. Eén van de hervormingen waarover ter zake een vrij grote eensgezindheid bestaat, is de afschaffing van de Senaat die immers wordt beschouwd als een vrij overbodige instelling.

Geruime tijd heeft de Belgische Senaat, in het kader van een volwaardig tweekamerstelsel, dezelfde bevoegdheden gehad als de Kamer van volksvertegenwoordigers. Dit tweekamerstelsel werd door zijn voorstanders gerechtvaardigd met het argument dat ook de wetgever enige controle nodig heeft en dat het zodoende past dat de tweede kamer zich eventueel nog eens uitspreekt over de door de eerste kamer gestemde wetten. Tegenstanders verwijzen naar de hoge kostprijs van dit stelsel, naar de vertragingen op wetgevend vlak en naar het feit dat niet bewezen is dat een tweekamerstelsel beter zou functioneren dan een eenkamerstelsel.

Met de staatshervorming en de grondwetsherziening van 1993 is de rol van de Senaat grondwettelijk beperkt tot een tweederangskamer, in grote mate ondergeschikt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. De grote debatten gebeuren in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De regering kan trouwens niet door de Senaat ten val worden gebracht. De regering laat dit trouwens zeer duidelijk blijken uit de manier waarop ze de Senaat behandelt. Zowel de twee regeringen-Verhofstadt als de regeringen-Leterme stuurden bij vragen om uitleg telkens een staatssecretaris van dienst om het antwoord af te lezen. De Senaat is ook niet meer bevoegd voor de begroting, wat opnieuw een belangrijke minderwaarde voor de parlementaire assemblee vertegenwoordigt.

Bovendien blijkt zeer duidelijk uit de artikelen 77 en 78 van de Grondwet — waarbij wordt bepaald dat het de Kamer van volksvertegenwoordigers is die het laatste woord heeft ingeval van verschil tussen de uitkomst van een debat in de Kamer en de Senaat — dat het die kamer is die de bovenhand heeft gekregen.

Om de Senaat toch nog enige zin te geven, kreeg hij onder meer een communautaire pacificatierol toegemeten. Door zijn

communautaire. De par sa composition, le Sénat serait l'assemblée la plus à même de résoudre des problèmes entre les différentes Communautés. En effet, le Sénat est en partie composé de parlementaires qui ont été élus dans leur parlement régional et, de là, délégués au Sénat. Dans la pratique, il s'est néanmoins avéré que le Sénat n'a pour ainsi dire jamais pu jouer ce rôle de pacification communautaire.

Lorsqu'il est amené à émettre un avis sur des conflits dits d'intérêt opposant néerlandophones et francophones, le Sénat se borne soit à invoquer l'un ou l'autre texte vide de sens, soit à constater simplement qu'il est dans l'incapacité d'émettre un avis, faute de consensus entre sénateurs néerlandophones et francophones. Il a donc manifestement échoué dans sa mission de pacificateur.

Une autre mission assignée au Sénat lors de la dernière réforme de l'État est celle de Chambre de réflexion. Ici aussi, le bilan s'est révélé extrêmement maigre. Certes, le Sénat a organisé des débats qui ont connu un certain retentissement, notamment celui sur le droit de vote des non-Belges qui refusent la nationalité belge, celui sur l'euthanasie, etc. Mais tous ces débats ont à chaque fois été menés à nouveau à la Chambre des représentants. L'on peut sérieusement douter de la pertinence sociale de la répétition de ces débats dans les deux Chambres dans la mesure où ils s'y déroulent en respectant les mêmes lignes de conduite puisque ce sont les partis, et non les députés et les sénateurs, qui déterminent la forme et le contenu des débats.

Dans la Belgique actuelle, un régime bicaméral équivaut dès lors à un parfait gaspillage de deniers publics puisqu'il n'apporte aucune valeur ajoutée, tant au niveau qualitatif qu'au niveau quantitatif, au travail législatif et à la mission de contrôle du législateur. Le mieux serait donc d'abolir le Sénat. Ceci est d'autant plus vrai en ces temps de crise, car la suppression du Sénat, qui coûte environ 64 millions d'euros par an au Trésor, entraînerait une économie substantielle pour les finances publiques.

On peut ainsi déjà œuvrer rapidement à la suppression du Sénat, compte tenu du large consensus que recueille cette idée. Le présent amendement doit donc être lu dans ce contexte.

samenstelling zou de Senaat bij voorkeur geschikt zijn om problemen tussen de verschillende Gemeenschappen op te lossen. De Senaat is immers voor een deel samengesteld uit volksvertegenwoordigers die verkozen zijn in hun regionaal parlement en van daaruit zijn afgevaardigd in de Senaat. In de praktijk is echter gebleken dat de Senaat deze pacifice-rende communautaire rol omzeggens nooit heeft kunnen waarmaken.

Wanneer adviezen moeten worden gegeven om zogenaamde belangenconflicten tussen Vlamingen en Franstaligen op te lossen, dan beperkt de Senaat zich ofwel tot een verwijzing naar één of andere nietszeggende tekst, ofwel doodgewoon tot de vaststelling dat hij geen advies kan geven bij gebrek aan eensgezindheid tussen Vlaamse en Franstalige senatoren. De opdracht om als verzoener op te treden is dan ook manifest mislukt.

Een andere opdracht die de Senaat bij de meest recente staatshervorming meekreeg, was die van reflectiekamer. Ook wat dit betreft is de productie erg mager gebleken. Er zijn weliswaar in de Senaat debatten geweest die enige weerklank konden vinden, bijvoorbeeld het debat over het stemrecht voor niet-Belgen die de Belgische nationaliteit weigeren, het euthanasiedebat, en zo meer. Maar al deze debatten werden ook steeds opnieuw overgedaan in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De maatschappelijke relevantie van de herhaling van deze debatten in beide kamers kan ten eerste worden betwijfeld omdat zij in beide kamers volgens dezelfde lijnen verlopen vermits het de partijen en niet de parlementsleden van Kamer of Senaat zijn die de vormgeving en de inhoud van de debatten bepalen.

In het huidige België is een tweekamerstelsel dan ook een loutere verspilling van overheidsmiddelen aangezien zowel qua kwaliteit als qua kwantiteit aan het wetgevende werk en de controleopdracht van de wetgever niets wordt toegevoegd. Het beste is dan ook dat de Senaat wordt opgeheven. Zeker in deze tijden van crisis kan dit immers een grote besparing opleveren voor de staatsfinanciën, vermits de Senaat de schatkist jaarlijks om en bij de 64 miljoen euro kost.

Zodoende kan er, gelet op de brede consensus daarover, alvast al snel werk worden gemaakt van de afschaffing van de Senaat. Dit amendement dient dan ook in die context gelezen te worden.

Barbara PAS (VB)  
Gerolf ANNEMANS (VB)  
Rita DE BONT (VB)  
Peter LOGGHE (VB)  
Tanguy VEYS (VB)  
Hagen GOYVAERTS (VB)  
Annick PONTHER (VB)  
Filip DE MAN (VB)  
Bruno VALKENIERS (VB)  
Guy D'HAESELEER (VB)